



Annexe

Compte financier

2022

*Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel
et Professionnel*

1 FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE**Contexte inflationniste et reprise d'activités : impact et conséquences pour Avignon Université**

L'année 2021 avait marqué une nette reprise de l'activité d'Avignon Université sur certaines dépenses. L'exercice 2022 a confirmé cette évolution et son extension à d'autres types de dépenses qui ont ainsi retrouvées leur niveau de 2019 (missions des personnels, mobilité des étudiants).

A cela s'est ajouté l'impact de l'inflation sur les dépenses de l'établissement, notamment énergétiques (+35%) et ce malgré une politique volontariste de l'établissement en terme d'économies d'énergie.

Intégration du LAPEC (laboratoire de physiologie expérimentale cardiovasculaire)

Bien qu'inauguré en septembre 2021, suite à la non réception des procès verbaux de réception des travaux, le LAPEC est entré dans l'inventaire de l'établissement à hauteur de 1 444 k€ à compter du 1^{er} janvier 2022. En contrepartie suite à l'appel de fonds auprès de la région, la subvention déjà perçue a été rattachée aux travaux. A souligner que l'intégralité des travaux sera achevée en 2023.

Mise en place d'un inventaire physique et impact sur l'inventaire comptable

A l'issue des travaux effectués par la société Actidel en décembre 2021, il a été procédé à un récolement entre inventaire physique et comptable en 2022. Ce rapprochement qui impacte le bilan de l'établissement a permis de comptabiliser une sortie de biens à hauteur de 3 330 k€ en valeur brute et 132 k€ en valeur nette (délibération du CA du 13 décembre 2022). En parallèle le financement externe de ces actifs a fait l'objet d'une sortie (Montant brut des subventions d'investissement 2 027 k€, pour un montant net des reprises au résultat cumulées 94 k€).

La Villa Créative et la Société Universitaire de Recherche « SAS Immo Villa SUR »

C'est en date du 16 novembre 2022 qu'a été créée la SAS Immo Villa Sur et qu'a été signé le pacte d'actionnaires de la SAS impliquant ETIC, Avignon Université et la Caisse des dépôts et Consignations.

Aucune écriture n'a été enregistrée dans la comptabilité de l'établissement à ce jour. Les travaux effectués sur le site Pasteur (bien mis à disposition de la SUR par le biais d'une convention d'occupation temporaire) et le site du 58^{ème} RI (bien apporté en jouissance dans le cadre du pacte d'actionnaires) n'étant pas terminés et l'apport en jouissance n'étant pas effectif au 31/12/2022.

2 PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les présents comptes sont établis en application du “*recueil des normes comptables pour les établissements publics*” et de l’*instruction comptable commune*”, applicables aux établissements publics.

Ils ont été arrêtés (Article R719-101 du code de l’éducation) “*conjointement par l’ordonnateur et l’agent comptable*” à la date du 28 février 2022.

2.1 Principes et méthodes d’évaluation

La méthode de base retenue pour l’évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2 Comparabilité des comptes

Les comptes sont conformes aux règles et procédures en vigueur susvisées.

Ils sont établis selon des méthodes permanentes dans le but d’assurer leur comparabilité, à la fois avec les états financiers d’entités différentes ainsi qu’avec les états financiers de notre entité dans le temps.

L’annexe présente les changements de méthodes comptables, d’estimation et les corrections d’erreurs ayant eu lieu au cours de l’exercice sans reproduire (sans répéter) les informations/explications fournies dans les états financiers des exercices antérieurs.

a) Changement de méthodes comptables

Néant

b) Changement d’estimations comptables

Néant.

c) Corrections d’erreurs

Néant

3 NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

3.1 *Actif immobilisé*

Par catégorie d'immobilisation vous trouverez ci-après les informations relatives aux :

- ✓ Modes et méthodes d'évaluation appliqués à la date de comptabilisation initiale et à la date de clôture :
- ✓ Méthodes ou conventions d'évaluation utilisées pour déterminer la valeur brute comptable des immobilisations :
- ✓ Amortissements (modes d'amortissement, taux d'amortissements et durées d'amortissements utilisés) :

Rubriques et postes (en euros)	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Par virement de poste à poste	Acquisitions / Mises à disposition / Transferts	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles	683 455	-	114 103	-	-	797 888
Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-	-	-	-
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	576 615	-	114 303	-	-	690 918
Droit au bail	-	-	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	106 970	-	-	-	-	106 970
Immobilisations corporelles	75 344 429	1 353 201	2 201 663		-3301 422	75 597 871
Terrains	8 115 483	-	-	-	-	8 115 483
Constructions	49 679 900	1 353 201	1 183 376	-	-	52 216 477
Installations techniques, matériels, et outillage	7 861 319	-	492 973	-	1 035 157	7 319 136
Collections	1 403	-	-	-	-	1 403
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	1	-	-	-	-	1
Autres immobilisations corporelles	9 686 324	-	525 314	-	- 2 266 265	7 945 373
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	1 488 873	-	272 257	1 353 201	-	407 929
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	-	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	414 100	-	1 210	-	- 475	414 835

a) *Immobilisations incorporelles*

- Les immobilisations incorporelles sont composées essentiellement de logiciels. Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition y compris les frais liés à leur mise en service. Les logiciels à usage interne créés sont évalués à leur coût de production.
- Les autres concessions et droits similaires correspondent principalement à des droits d'exploitation de brevets.
- Les immobilisations incorporelles d'une valeur unitaire inférieure à **800 € HT** sont comptabilisées en charge.

b) *Immobilisations corporelles*

- Les acquisitions dont la valeur unitaire est inférieure à **800 € HT** sont comptabilisées en charge.
- Le parc immobilier des biens remis en dotation par l'Etat et contrôlés par l'Université d'Avignon, a été intégré à l'actif de l'Université d'Avignon. La valorisation de ces biens a été estimée à partir des évaluations France Domaine, à l'exception :
 - o Du Campus Jean-Henri Fabre (UFR STS bât. A (agrosociétés), UFR STS bât. B, IUT, CERI, LMA), inscrit pour sa valeur historique, soit le coût des travaux engagés pour sa mise en service et dont la prise en charge des dépenses a été confiée à l'Université d'Avignon et au Rectorat d'Aix-Marseille.
 - o Du Terrain sur lequel le Campus Jean-Henri Fabre a été construit, acheté par l'Etat pour 1 € symbolique mais inscrit pour son évaluation par le conservateur des hypothèques, soit 798 k€.
 - o La partie classée du bâtiment Nord du Site universitaire Hannah Arendt comptabilisée à l'euro symbolique.
- Les autres immobilisations corporelles (dont le parc immobilier des biens propres) sont évaluées à leur coût d'acquisition (y compris les frais accessoires).
- o Le laboratoire de physiologie expérimentale cardiovasculaire (LAPEC) faisant l'objet d'un bail emphytéotique avec l'INRAE a été inscrit pour la valeur des travaux effectués au 31/12/2022.

*Bâtiments affectés par l'Etat **

SITES	Bâtiments	Terrains
CAMPUS AGROSCIENCES *	2 229 514	1 193 443
HANNAH ARENDT PARTIE CLASSEE *	1	3 263 529
CAMPUS HANNAH ARENDT *	9 790 588	
CAMPUS JEAN HENRI FABRE	15 752 933	798 000
CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE *	2 591 536	457 329
CHABRAN CHAUFFERIE *	22 598	486 915
CHABRAN FORMATION CONTINUE *	2 727 178	
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE *	3 241 104	571 959
LABORATOIRE DE MATHEMATIQUES	1 749 083	-
MAISON DES ETUDIANTS (SITE HANNAH ARENDT) *	283 080	49 955
PASTEUR BATIMENT A *	3 513 182	678 600
PASTEUR BATIMENT B *	174 199	
PASTEUR BATIMENT C *	285 310	
PASTEUR BATIMENT D *	342 749	
PASTEUR BATIMENT TECHNIQUE *	110 000	
PASTEUR SERRE *	101 606	
POLE SPORTIF *	1 060 480	589 000

✓ **Acquisitions significatives de l'exercice 2022:**

-Immobilisations incorporelles : acquisition d'un serveur de calcul par le LIA 70 k€.

-Travaux : isolation thermique des toitures et terrasses (200 k€), remplacement chaufferie (91 k€), travaux économie d'énergie. Présentée dans les faits significatifs de l'exercice l'intégration par composants des travaux du LAPEC a été enregistrée pour un montant de 1 444 k€ (passage du compte 2313 au compte 21358).

-Matériel : respiromètre 30 k€ et conditionneuse IUT 30 k€.

-Equipements informatiques 282 k€ : équipements salles pédagogiques, renouvellement et acquisition d'ordinateurs portables..

-Matériels divers (172 k€) : appareil de production audio, digitalisation de travaux pratiques.

✓ **Immobilisations en cours**

- Travaux PC sécurité et 58 ième RI pour 272 k€.

✓ **Spécificités liées aux biens historiques et culturels (BHC)**

L'Université d'Avignon contrôle le Site universitaire Hannah Arendt, dont la partie classée du bâtiment Nord est un bien historique et culturel comptabilisé à l'euro symbolique

c) Immobilisations financières

- Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.
- Une provision pour dépréciation est enregistrée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur actuelle des titres de participation est inférieure à leur valeur nette comptable.

✓ **Spécificités liées aux filiales et participations**

Filiales et participations

Informations Financières Filiales et participations	Niveau de contrôle (quote-part détenue)	Apports de fonds effectués (en euros)	Observations
A. Renseignements concernant les filiales			
1. Filiales françaises			
2. Filiales étrangères			
B. Renseignements concernant les participations			
1. Participations dans des entités françaises SAS PACAVALO - SIREN 4876294920	14,81%	13 330	Provisionné à 100% Résultat 2019 (perte) -4 703€
2. Participations dans des entités françaises SAS SATT PACA CORSE (SATT SUD EST) SIREN 539768085	2,20%	396 000	Provisionné à 88% Capitaux propres au 31/12/2021 : 1 M€ Résultat 2021 (bénéfice) : 410 811 €
3. Participations dans des entités françaises SAS LKSPATIALIST - SIREN 811794015	6,09%	3 750	Capitaux propres au 30/06/2019 : + 54 k€ Résultat 30/06/2019 (perte) : - 548 k€ Procédure de liquidation judiciaire en cours en date du 22 avril 2022.
4. Participations dans des entités françaises UV-BOOSTING - SIREN 824904569	5,00%	980	Capitaux propres au 31/06/2022 : + 1 212 k€ Résultat: 30/06/2022 (perte) : -2118 k€

d) Amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé

Les dotations aux amortissements et les dépréciations sont présentées dans les rubriques auxquelles elles se rapportent selon qu'elles revêtent un caractère de fonctionnement, d'intervention ou financier. Selon le même principe, les reprises d'amortissements, de provisions et de dépréciations sont présentées en produits de fonctionnement ou en produits financiers.

Amortissements

- ✓ Modes d'amortissement utilisés : Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation envisagée.

Taux d'amortissement ainsi que durées d'amortissement utilisées :

Immobilisations	Durées d'amortissement
Immobilisations incorporelles	5 ans
Matériel scientifique et industriel	8 ans
Collection de documentation	8 ans
Matériel de transport	8 ans
Matériel informatique et bureautique	5 ans
Matériel pédagogique	8 ans
Mobilier de bureau	8 ans
Matériel divers	8 ans

A noter que ces investissements peuvent faire l'objet d'attribution de subventions d'investissement inscrites au passif du bilan et reprises au rythme des amortissements des biens financés (en fonction de la réglementation en vigueur).

Conformément à l'instruction n°06-007-M9 du 23 janvier 2006, l'université a mis en place la comptabilisation et l'amortissement des actifs par composants. Ainsi, les biens existants constitutifs du parc immobilier ont été ventilés suivant la répartition ci-après.

Parc immobilier (intégration par composants)	Durées d'amortissement
Gros œuvres	30 ans
Menuiseries extérieures	20 ans
Toiture étanchéité	20 ans
Fluides (Chauffage climatisation ...)	20 ans
Aménagements intérieurs	20 ans

Le financement par l'État (ou par un autre tiers), figurant au passif et rattaché à un actif d'un établissement public, doit évoluer symétriquement à l'actif qu'il finance. Ainsi, pour un actif amortissable, la reprise du financement en compte de résultat est effectuée sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'actif financé.

Tableau des amortissements

Rubriques et postes (en euros)	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	551 177	35 693	-	586 870
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-	-
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	454 627	32 293	-	486 921
Droit au bail	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	96 550	3 400	-	99 950
Immobilisations corporelles	30 950 275	3 450 359	-- 3 171 429	31 229 204
Agencements Terrains	4 601	2 675	-	7 276
Constructions	18 677 436	2 262 263	-	20 939 699
Installations techniques, matériels, et outillage	5 770 708	444 552	- 1 013 916	5 201 345
Collections	-	-	-	-
Dépenses ultérieures sur biens historiques et culturels	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	6 497 530	740 868	- 2 157 514	5 080 884
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-

Dépréciations

Les seules provisions pour dépréciations de l'actif immobilisé concernent les immobilisations financières (cf. tableau §3.5)

3.2 Stocks et en-cours

Néant

3.3 Créances

- Les méthodes d'évaluation des créances (lors de leur comptabilisation initiale et à la clôture) sont : inscriptions en comptabilité à leur valeur nominale. Sans diligence de la part de l'agence comptable, elles sont éteintes au bout de 5 ans pour les personnes de droit privé (personnes morales ou physiques) et 4 ans pour les personnes de droit public. Les provisions pour dépréciation des créances sont déterminées en fonction du risque d'irrecouvrabilité.
- En 2022, les décisions d'apurement de créances par la procédure d'admission en non valeur et de remises gracieuses représentent **4 408,78 €**. Les créances apurées correspondent essentiellement à des frais pédagogiques et de la Retraite Additionnelle Fonction Publique (RAFP) dont le recouvrement était définitivement compromis ou le montant en dessous des seuils de recouvrement. Une délibération en CA fixe les seuils d'action du comptable.

Un tableau des dépréciations de l'actif par grandes natures d'actif figure au §3.5.

Sont inscrits sous cette rubrique, les montants suivants : les droits d'inscription des étudiants dus, les droits de formation continue ou à distance non recouverts, et de manière générale, toute créance client restant à recouvrer

Rubriques et postes (en euros)	Montant	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	775	775	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	735	735	-
Autres créances immobilisées	40	40	-
Créances de l'actif circulant	3 854 032	3 854 032	-
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	2 435 731	2 435 731	-
Créances clients et comptes rattachés	1 290 596	1 290 596	-
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	-	-	-
Créances sur les autres débiteurs	20 914	20 914	-
Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	106 792	106 792	-
TOTAUX	3 854 808	3 854 808	-

3.4 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Néant.

3.5 Dépréciations (de l'actif)

Tableau des dépréciations

Rubriques et postes (en euros)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations financières	387 330	-	-	387 330
Dépréciations des stocks en-cours	-	-	-	-
Dépréciations des comptes de tiers	148 043	153 696	- 147 676	154 063
Dépréciations des comptes financiers	-	-	-	-
Total des dépréciations	535 373	153 696	- 147 676	541 393

La légère augmentation des dépréciations des comptes clients s'explique en partie par une augmentation des impayés sur les droits d'inscription différenciés et une créance douteuse sur contrat de recherche provisionnée à hauteur de 70 k€.

3.6 Fonds propres

(En euros)	Sociétés	31/12/2021	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/12/2022
Financements de l'actif par l'état	AU	27 969 038		88 457	-- 1 551 869	-	26 504 752
Financements de l'actif par des tiers	AU	10 841 185		217 167	- - 718 038	-	10 340 313
Dotations pérennes	Fondation	250 000			-	-	250 000
Dotations consommables	Fondation	-			-	-	-
Total fonds propres des Fondations		250 000	-	-	-	-	250 000
Réserves	AU	6 854 593	-	-	-	-	6 854 593
Report à nouveau	AU	11 003 522	1 702 845		-	- 4 526	12 701 842
Report à nouveau	Fondation	29 540	- 4 429				25 111
Total Report à nouveau		11 033 062	1 698 416	-		- 4 526	12 726 953
Résultat de l'exercice 2021	AU	1 702 845	1 702 845				
Résultat de l'exercice 2021	Fondation	--4 429	- 4 429				
Résultat de l'exercice 2022	AU				- 774 586		- 774 586
Résultat de l'exercice 2022	Fondation			-	- 191		- - 191
Total Résultat de l'exercice		1 698 416	-1 698 416		- 774 777	-	- 774 777
TOTAL DES FONDS PROPRES		58 646 294	0	258 938	- 2 816 716	- 4526	55 901 834

La colonne « autres mouvements » pour un montant net débiteur de 4,5 k€ dans les comptes reports à nouveau correspond aux impacts des sorties inventaires suite à la réconciliation avec l'inventaire physique. Ce montant a été généré de manière erronée par le système d'information. Cette écriture correspond à une partie nette des immobilisations sorties sur l'exercice qui auraient dû être comptabilisée en charge dans le compte des dotations aux amortissements et les financements dont la reprise nette des financements aurait dû être comptabilisée au compte reprise sur subventions.

Le résultat patrimonial de l'exercice clos le 31 décembre 2021 est excédentaire à hauteur de 1 698 416,12 € qui se répartit ainsi, (+ 1 702 845,23 € budget établissement et – 4 429,11 € fondation universitaire) a été affecté en report à nouveau conformément à la décision du Conseil d'administration du 15 mars 2022.

3.6.1 *Financements reçus*

Les caractéristiques des principaux financements des actifs dont notre établissement a bénéficié dans l'exercice ainsi que celles des principaux financements en cours sont les suivantes :

- Les versements au titre du Plan de Résilience qui vise à améliorer la performance environnementale du domaine immobilier de l'Etat et de ses opérateurs à hauteur de 243 k€.
- Le rattachement des travaux effectués au financement accordés au titre du Plan de Relance

TABLEAU DES FINANCEMENTS DE L'ACTIF

Rubriques et postes (en euros)	Cumul au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions			Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à reprise de la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
Financements de l'actif par l'état	27 976 673	88457	-	-1 497 234	-	- 54 635	26 513 261
Financements non rattachés à un actif	371 129	- 268 350	-	-	-	-	102 779
- Financements rattachés à un actif :	24 213 525		-	- 1 225 800	-	-	22 987 725
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	24 213 525		-	- 1 225 800	-	-	22 987 725
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	-	-	-	-	-	-	-
- Financement des autres actifs :	3 392 019	356 807	-	-271 434	-	- 54 635	3 422 757
o État	3 374 220	356 807	-	-266 339	-	- 54 635	3 410 053
o Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	5 580	-	-	- 1 284	-	-	4 296
o Autres	12 219	-	-	- 3 811	-	-	8 408
Financements de l'actif par des tiers autres que l'état	10 841 186	217 167	-	- 678 769	-	- 39 269	10 340 315
Financements non rattachés à un actif	-		-	-	-	-	
- Régions	-	-	-	-	-	-	-
- Départements	-	-	-	-	-	-	-
- Communes et groupements de communes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres collectivités et établissements publics	-	-	-	-	-	-	-
- Union Européenne	-	-	-	-	-	-	-
- Autres organismes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-	-	-	-
Financements rattachés à un actif	10 841 186	217 167	-	- 678 769	-	- 39 269	10 340 315
- Régions	6 460 738	4 860	-	- 466 936	-	-	5 998 662
- Départements	3 146 527		-	- 168 252	-	-	2 978 275
- Communes et groupements de communes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres collectivités et établissements publics	400 655	173184	-	- 16 667	-	-	557 172
- Union Européenne	681 331		-	- 26 914	-	- 4 138	650 278
- Autres organismes	35 590	39 123	-		-	- 35 131	39 582
- Autres	116 345		-	-	-	-	116 345
TOTAUX	38 810 222	305 624	-	- 2 176 003	-	- 93 905	36 853 576

3.7 Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise dès lors que cumulativement :

- L'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers,
- Il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci,
- L'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

Concernant les provisions 2022, elles ont été abondées à hauteur de 63 k€ en lien avec l'ouverture de nouveaux contentieux.

Tableau des provisions

Rubriques et postes (en euros)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
Provisions pour risques	180 201	63 305	-	-	243 506
Provisions pour litiges	180 201	63 305			243 506
Provisions pour garanties données aux clients					-
Provisions pour pertes sur marchés à terme					-
Provisions pour amendes et pénalités					-
Provisions pour pertes de change					-
Provisions pour pertes sur contrat					-
Provisions pour risque d'emploi					-
Autres provisions pour risques :					-
Provisions pour charges	-	-	-	-	-
Total des provisions	180 201	63 305	-	-	243 506

3.8 Dettes

Tableau des dettes

Rubriques et postes (en euros)	Montant	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus de 5 ans
Dettes financières	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	-	-	-	-
Dettes financières et autres emprunts	-	-	-	-
Dettes non financières	10 333 369	10 333 369	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	713 503	713 503	-	-
Dettes fiscales et sociales	2 641 823	2 641 823	-	-
Avances et acomptes reçus	4 979 589	4 979 589	-	-
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	348 280	348 280	-	-
Autres dettes non financières	111 316	111 316	-	-
Produits constatés d'avance	1 538 857	1 538 957	-	-
TOTAUX	10 333 369	10 333 369	-	-

Le poste avances et acomptes reçus concerne principalement les avances sur subventions pour les conventions suivies selon la méthode de l'avancement.

Les dettes augmentent de 470 k€. Le poste fournisseurs qui avait subi une forte progression en 2021 a vu cette courbe s'infléchir à la baisse de plus de 50%. Cette baisse s'explique par plusieurs facteurs. Une réorganisation de l'activité du pôle facturier avec des aménagements sur les contrôles de la dépense, des périodes d'ouverture rallongées qui ont permis au service de régler plus de factures malgré l'augmentation du nombre de celles-ci et de la charge de travail afférente.

Les opérations liées à la comptabilisation des charges à payer de personnel restent stables avec une évolution de 40 k€ dû à l'augmentation du poste charges sociales sur heures complémentaires et CET. Les autres charges (congrés payés, CET, HC) étant orientées à la baisse.

Concernant les opérations pour compte de tiers, l'impact lié à la crise sanitaire a été limitée sur 2022 mais conduit à une légère augmentation.

Le poste produits constatés d'avance a presque triplé sur la période. Il est fortement impacté par la méthode de comptabilisation des contrats de recherche à l'avancement qui ramène sur chaque exercice le produit titré au niveau des dépenses effectuées.

3.9 **Autres informations concernant le bilan : Charges à payer, charges constatées d'avance, produits à recevoir, produits constatés d'avance.**

Ce mécanisme comptable a pour but d'assurer le respect du principe d'indépendance des exercices. Il permet d'intégrer dans le résultat de fonctionnement toutes les charges et les produits qui s'y rapportent.

Les charges à payer

Type de charges à payer (en euros)	Montant 31/12/2022	Montant 31/12/2021
Fournisseurs et comptes rattachés :	654 919	1 550 913
Fournisseurs - factures non parvenues	654 919	1 550 913
Personnel et organismes sociaux :	2 641 823	2 609 827
Congés payés	297 354	299 135
Charges sociales sur CP	187 482	195 579
Heures complémentaires + CET et autres rémunérations	1 615 907	1 619 919
Charges sociales sur heures complémentaires + CET et autres rémunérations	541 080	495 194
TOTAL	3 296 742	4 160 740

Elles sont en baisse en lien avec l'amélioration du poste factures non parvenues sur 2022 et un meilleur suivi des services faits et une accélération des paiements dans la chaîne financière.

- Notes relatives à l'évaluation des charges à payer de personnel :

- ✓ congés payés :

La provision pour congés payés est calculée à partir des jours de congés payés acquis à la clôture de l'exercice mais non consommés, valorisés sur la base de la rémunération du dernier salaire chargé connu des agents (coût moyen journalier établi à partir de la paie de l'exercice), à l'exception des enseignants et des enseignants chercheurs.

Les droits à congés des enseignants et des enseignants chercheurs ne font pas l'objet d'un suivi particulier compte tenu de leur statut. Aucune évaluation fiable du montant de l'obligation au titre des droits à congés ne pouvant donc être réalisée, il n'a pas été comptabilisé de provision pour congés à payer pour les enseignants et enseignants chercheurs à la clôture de l'exercice.

- ✓ Compte-épargne temps :

Conformément à l'arrêté du 28 novembre 2018, le nombre de jours déposés sur un CET doit désormais être supérieur à 15 (antérieurement 20) pour être valorisés par le barème journalier d'une indemnisation.

Le nombre de jours inférieurs à 15 a été valorisé par le coût moyen journalier chargé, par catégorie.

Les charges constatées d'avance sont utilisées en comptabilité pour neutraliser l'impact sur le résultat des charges qui ont été comptabilisées au titre d'une période mais qui concernent

une période suivante. Les charges constatées d'avance sont principalement relatives à des abonnements et des ouvrages

Les produits à recevoir

Un produit à recevoir est un produit connu avec certitude à la clôture de l'exercice, rattachable à l'exercice concerné, mais dont la pièce comptable correspondante n'a pas encore été émise.

Clients - Factures à établir (compte 4181) (en euros)	31/12/2022	31/12/2021
Formation continue - SFTLV	186 190	163 511
Formation continue - CERI	13 222	4 209
Formation continue - IUT	143 696	155 987
Divers (ex : dons fondation, ...)	-	-
TOTAL Clients - Factures à établir (compte 4181)	343 108	323 707
Subventions d'investissements à recevoir (compte 44871)	400 506	347 950
Subventions de fonctionnement à recevoir (compte 44877)	1 397 869	782 478
TOTAL - Produits à recevoir	2 141 482	1 454 134

Sur le poste subventions à recevoir, on note une forte augmentation liée à l'impact du suivi des conventions à l'avancement (avec l'effet inverse des contrats générant un PCA puisqu'ici ceux sont les dépenses qui sont supérieures aux recettes) et un produit attendu du CFA sur des reliquats à hauteur de 385 k€.

Les produits constatés d'avance sont des produits qui sont reportés sur l'exercice suivant. Ils sont essentiellement constitués de recettes de formation continue et de prestations de recherche.

PCA - Détail (compte 487*)	Montant (en euros) 31/12/2022	Montant (en euros) 31/12/2021
Formation continue	140 572	215 902
Droits d'inscriptions	0	0
Prestations rech.	1 341 916	318 335
PCA MDI + SUAPS	56 369	62 010
TOTAL	1 576 239	596 247

Les produits à recevoir et les produits constatés d'avance sont impactés par la réforme du financement de la formation professionnelle et notamment la mise en place du Compte Personnel de Formation et l'instauration d'un nouveau circuit de règlement faisant intervenir la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). La CDC verse un acompte de 25% dès validation des dossiers, puis le solde selon le service fait déclaré et le nombre de jours passés en formation. Afin d'améliorer le suivi de ces produits l'établissement titre les 25% en début de formation et le solde en fin de formation conformément au calendrier de versement. Ce qui explique la baisse sur l'exercice 2022.

L'augmentation des produits constatés d'avance en matière de prestations de recherche reflète le décalage entre la facturation des fonds perçus au titre des contrats et les dépenses afférentes à ces mêmes contrats.

4 NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Les charges et produits sont enregistrés suivant les principes comptables généralement admis.

En particulier :

- la rémunération des heures de cours complémentaires fait l'objet d'une estimation à la clôture de l'exercice basée sur le nombre d'heures de cours déjà réalisées.

Les recettes sont généralement constatées :

- lors de la signature de la convention pour la formation continue au prorata de l'année,
- à l'avancement de la formation pour l'apprentissage,
- la subvention de fonctionnement de l'Etat est attribuée pour l'année civile,
- Pour rappel : cas spécifique des recettes liées à des opérations pluriannuelles

- ✓ Les opérations pluriannuelles sont des opérations dont l'exécution s'étend sur au moins deux périodes comptables ou exercices. Deux catégories d'opérations pluriannuelles coexistent : les opérations sans contrepartie directe (subvention reçue par l'organisme) et les opérations avec contrepartie directe (contrat à long terme).
- ✓ Contrepartie directe :
Une contrepartie directe s'entend comme la production d'un livrable portant sur la construction ou la réalisation d'un bien, d'un service ou d'un ensemble de biens ou services par l'organisme au bénéfice du financeur.
- ✓ Subventions :
Les subventions sont des produits de l'organisme dont le financeur n'attend pas de contrepartie directe d'une valeur équivalente. Elles peuvent servir à financer de l'investissement ou le fonctionnement de l'organisme.
Deux catégories de subvention coexistent :
 - la subvention accordée sans condition, le droit du bénéficiaire est acquis dès la date de notification de la subvention ;
 - la subvention accordée sous conditions, le droit du bénéficiaire est acquis lorsque les conditions sont réalisées.

Les subventions sont comptabilisées lors de l'acquisition du droit.

- ✓ Contrats à long terme :
Les contrats à long terme sont des opérations qui s'inscrivent dans le cadre de projets uniques ayant fait l'objet d'une négociation spécifique. Ces opérations comprennent toujours une contrepartie directe d'une valeur équivalente au financement reçu. Les recettes sont enregistrées à la clôture de l'exercice à hauteur des dépenses de fonctionnement et de personnel réalisées.

Le produits relatifs aux contrats à long-terme, en l'absence d'évaluation fiable du résultat à terminaison, sont comptabilisés à hauteur des charges de l'exercice.

Les produits des autres opérations pluriannuelles sont comptabilisés au prorata temporis sur la durée d'exécution des opérations.

Résultat d'exploitation (Ventilation par nature du montant total des recettes et des dépenses)

En k€	2022	2021
Droits d'inscription	1 859	1 980
Prestations de recherche	481	990
Formation continue	1 408	1 253
Autres prestations de service	313	598
Subventions de fonctionnement Etat	54 518	53 760
Autres subventions	4 786	4 400
Taxe d'apprentissage	126	129
Quote-part de dotation consommable virée au résultat (fondation)	0	0
Autres produits d'exploitation	573	340
Taxes affectées (CVEC)	306	420
Reprise des subventions et de provisions	2 405	2 130
Recettes d'exploitation	66 715	66 001
Achats	1 858	1 746
Charges externes	5 308	5 260
Impôts, taxes et virements assimilés	708	672
Frais de personnel et charges sociales	53 361	50 793
Dotations aux amortissements et provisions	3 815	3 403
Autres charges	2 084	2 295
Charges d'exploitation	67 135	64 168
Charges d'intervention	410	131
Résultat d'exploitation	- 774	1 701

Les produits**Les droits d'inscription**

Les droits d'inscription baissent en lien avec la baisse du nombre d'étudiants.

Pour rappel, les étudiants extra-communautaires doivent s'acquitter de droits d'inscription qui s'élèvent pour le premier cycle à **2 770 euros** et **3 770 euros** pour des diplômes de deuxième cycle (contre respectivement **170** et **243 euros** pour des étudiants nationaux et assimilés).

Par ailleurs, l'Université d'Avignon a mis en œuvre une politique d'exonération ramenant les droits majorés applicables aux étudiant.e.s assujetti.e.s dont elle a accepté l'inscription au taux des droits appliqués aux nationaux et assimilés. Cette politique d'exonération de l'ensemble des étudiants a été revue au titre de l'année universitaire 2022/2023 et n'est plus automatique.

Par conséquent, le produit des droits d'inscription doit s'analyser concomitamment à l'augmentation des « autres charges » qui retrace en comptabilité la politique d'exonération de l'établissement. L'impact des exonérations est ainsi comptabilisé en produits de droits d'inscription et en autres charges pour le même montant, soit 942 k€ en 2022 contre 1 249 k€ en 2021.

Les autres prestations

On notera une baisse des produits liés aux poste autres prestations (-300K€) et des produits de la recherche en lien avec le suivi des conventions à l'avancement pour ces projets.

La Contribution à la Vie Etudiante et de Campus

Le produit de la CVEC a baissé pour être fixé à **306 k€**. Cette baisse trouve son origine dans le nouveau calendrier de versement non plus en année universitaire mais en année civile (décret 2022-1509 du 1^{er} décembre 2022 portant modification des dispositions relatives à la CVEC). Pour rappel, la CVEC (étant un produit de la fiscalité affectée) est comptabilisé en produit lors de son encaissement.

La date du 1^{er} versement au titre de l'année 2022/2023 a eu lieu en janvier 2023 au lieu du 15 décembre 2022. Les 1^{er} versements et solde se feront sur l'année civile 2023.

La taxe d'apprentissage

On notera une très légère baisse des produits de la taxe d'apprentissage (**126 k€** contre **129 k€** en 2021 et **119 k€** en 2020). Pour rappel« Loi Avenir professionnel » fixe désormais à 13% le montant de TA pouvant être fléché vers les universités (contre 23% antérieurement).

La subvention pour charges de service public

L'établissement a perçu au titre de l'année 2022 54 518 k€ soit une augmentation de 800 k€. La SCSP a été amputée d'une partie des produits attendus entre la notification prévisionnelle et définitive (gel des 529 k€ de crédits du Plan de relance visant à financer la création de places supplémentaires suite à une enquête diligentée par le ministère; et l'apport de produits nouveaux liés au Dialogue Stratégique de Gestion) soit un différentiel de - 97k€

Les subventions

On y retrouve les versements du CFA EPURE, le financement de contrats doctoraux, la recherche (ANR), les NCU , les EUR et le cofinancement du Collège de France dans le cadre du programme PAUSE (programme d'accueil de scientifique étranger en exil) entre autres.

Les charges

Les achats non stockés

On note ici une augmentation de 6 % qui est liée au phénomène inflationniste sur les prix de l'énergie (+35% pour l'électricité, +7% pour le gaz, + 12% pour les dépenses de carburant). Les fluides (eau, gaz, électricité) représentent 38% des dépenses de ce poste. Les autres dépenses restent relativement maîtrisées voire en baisse (fournitures).

Les autres charges externes

Elles baissent de 19% pour s'établir à 1 594 k€ soit un recul de 369 k€. A elles seules les dépenses d'entretien et réparations reculent de 283 k€. On constate une augmentation de 30 k€ sur les frais d'étude et de recherche et un doublement sur les dépenses liées aux colloques en lien avec la fin de la crise sanitaire.

Autres services extérieurs

Ils augmentent de 13%. Les principaux postes de dépenses sont les frais de gardiennage et de nettoyage. Celles-ci sont en baisse par rapport à 2021, mais ne permettent pas de combler l'augmentation des dépenses liées aux missions qui ont plus que doublé sur l'exercice (514 k€) et ont retrouvé leur niveau de 2019. A cela s'ajoute la hausse des frais de réception qui s'établissent à 236 k€.

Les charges de personnel

Poste de charges le plus important pour l'établissement, elles augmentent de 5% en lien avec la hausse du nombre d'emplois dont une grande partie est couverte par la SCSP en recettes à l'exception sur 2022 de l'augmentation du point d'indice à compter de septembre (354 k€).

Les autres charges

Elles augmentent de 3% essentiellement par la hausse des dépenses d'intervention dans le cadre des mobilités ERASMUS (+280 k€) en lien avec la fin des restrictions de déplacement. Les autres charges (aides diverses, FSDIE augmentent de 300 k€). On notera enfin l'augmentation de 100 k€ du compte annulation sur titres antérieurs directement impacté par l'annulation du produit d'un contrat de recherche à hauteur de 90 k€.

Les dotations aux amortissements et provisions

Celles-ci restent stables même si nous avons pu constater que les dépenses d'investissement continuent de progresser.

Résultat financier

En k€	2022	2021	Variation 2022/2021
			en k€
Produits des valeurs mobilières de placement	0	0	-
Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	0	0	-
Reprise pour dépréciation des immobilisations financières	0	0	- 0
Autres produits financiers	1	0	0
Total produits financiers	1	0	0
Dotation pour dépréciation des immobilisations financières	0	0	0
Charges financières diverses	5	3	0
Total charges financières	5	3	0
Résultat Financier	-4	-3	-1

5 AUTRES INFORMATIONS

Cette partie regroupe généralement les informations (significatives) ne concernant pas un poste précis des états financiers.

5.1 *Événements postérieurs à la clôture*

Néant

5.2 *Bail emphytéotique*

Dans le cadre du projet CPER 3A et du projet de transfert du laboratoire de Pharm-Ecologie Cardiovasculaire (LaPEC) sur le site de l'INRAE, l'INRAE met à disposition, pour effet de le rénover dans le cadre d'un bail emphytéotique, un bâtiment, localisé à Avignon-Montfavet (site Agroparc).

Le bail est consenti et accepté pour une durée de soixante-dix années entières et consécutives à compter de la date de signature (6 février 2019) du présent bail emphytéotique par les parties. Le bail est consenti et accepté moyennant une redevance annuelle fixée à **4 837,50 euros HT** (soit **338 625 euros HT** sur 70 ans). Ce montant sera actualisé chaque année, à la date anniversaire de prise d'effet du bail.

Le traitement comptable retenu pour le traitement de ce bail emphytéotique est celui applicable aux contrats de location, avec la constatation en charge des échéances contractuelles.

5.3 *Engagements hors bilan*

Engagements donnés

*A la SATT PACA CORSE S.A.S. (« SATT Sud Est ») :

Dans le cadre de la contractualisation avec l'ANR, l'Université d'Avignon s'est engagée à confier à la SATT l'exclusivité de la valorisation des résultats de certaines unités de recherche.

*A la SAS VILLA IMMO SUR (société universitaire de recherche)

Avignon Université s'est engagée à apporter en jouissance le bâtiment du 58^{ième} RI en échange de 700 k€ de capital de la SAS VILLA IMMO SUR.

Engagements reçus :

Garanties à 1ère demande :

Entreprise DAGARD (4 k€)
 Entreprise NEOTECH (8 k€)
 Entreprise LAGARDE (3 k€)
 Entreprise REFLETS DU SUD (5 k€)
 Entreprise S.E.T (9 k€)
 Entreprise CERVERO (4 k€)
 Entreprise KDM (4 k€)
 Entreprise PPB (4 k€)
 Entreprise MASFER (2 k€)
 Entreprise ORONA (2 k€)
 EGM PIERRE VINCENT (1 k€)

Autres engagements financiers significatifs :

Tableau des autorisations d'engagements significatives n'ayant pas donné lieu, en 2021, à certification du service fait par l'ordonnateur.

Fournisseur/Division fourn.	Désignation	Reste à livrer (quantité)
3601 ENGIE	21021 : ELECTRICITE - HA 2022	140 000,00
577 SOPREMA ENTREPRISES	21012 : ISOL THERM H. TOITURE TERRASSE	123 866,44
470 CEGAPE	ACQUISITION LOGICIEL WINPAIE RH	77 510,00
6321 RUBIO	21018/11 : REHABILITAT° PC SECURITE	75 649,48
4407 SOCIETE ELECTRIQUE DE TRAVAUX S.	21018/10 : REHABILITAT° PC SECURITE	73 944,00
6183 KPMG EXPERTISE ET CONSEIL	21011 : MAPA	54 000,00
3601 ENGIE	21021 : ELECTRICITE - STS 2022	50 000,00
6116 SARL PLEIN SENS	ACCOMPAGNEMENT CANDIDATURE PIA4	40 000,00
635 WATERS SAS	ACQUITY UPLC DEVIS 22818970	40 000,00
5000 L'OUVERTURE / LA MAISON DU VOILET	RPLT 8 PORTES ALU	39 469,60
3601 ENGIE	21021 : ELECTRICITE - AGR 2022	39 000,00
3601 ENGIE	21021 : ELECTRICITE - CERI 2022	39 000,00
4787 SAS HIMMOG	AMO - RENOV 58IEME RI	38 950,00
5825 CRM FRANCE SUD	MARCHE 19011 (LAPEC) : LOT 15 - BRIS SOL	37 239,49
5099 ACTIVE PROLEARN SAS	18003: MISE EN SERVICE D'UN TABLEAU DE B	35 333,33
5220 AVANT PROPOS ARCHITECTES	21016 : MOE RENOV. NRJ + REHABIL BAT	33 601,16
6267 SABLE SYSTEMS EUROPE GMBH	RESPIROMETRE LICOR 850 CO2/H2O ANALYZER	32 380,00
6341 S.A.R.L ETS CERVERO	21018/02 : REHABILITAT° PC SECURITE	28 674,70
3641 SARL CPI	21018/05 : REHABILITAT° PC SECURITE	24 935,76
6300 BGI TECH SOLUTIONS	DNBSEQ Eukaryotic Strand-specific	21 487,50
3601 ENGIE	21021 : ELECTRICITE - PSU 2022	20 000,00
6253 AEROSAT CONSULT & SERVICES FZ LI	SONDE TEAM FAST	19 650,00
5795 ISEA	MARCHE 19011 (LAPEC) : LOT 6 - PLOMB/CVC	18 149,96
1128 SARL JEROME LEONARDON ARCHITEC	215 : PC SECURITE	17 000,00
1615 KPMG S.A.	CERTIFICATION LEGALES DES COMPTES 2022	15 950,00
3198 B2C PROJET	INTERVENTIONS 2021-2022	15 432,60
		1 151 224,02

5.4 Effectifs

Ventilation par catégories des effectifs en équivalents temps plein travaillé (ETPT) au 31 décembre 2021 selon la répartition suivante :

	2022	2020
Titulaires + CDI	527,9	518,1
CDD	81,7	67,7
Total Emploi ETAT	609,6	585,8
Emplois sur Ressources propres CDI	4,1	5,1
Emplois sur Ressources propres CDD	111,8	120,8
Total Emploi RESSOURCES PROPRES	115,9	125,9
TOTAL	725,5	711,7

5.5 Rapprochement des données comptables et budgétaires

La Gestion Budgétaire établie sur la base de la circulaire GBCP du 9 juillet 2018 suite à l'arrêté du 23/11/2018 portant modification du recueil des Normes Comptables ne fait pas l'objet d'un tableau de rapprochement avec les résultats comptables intégré à l'annexe des Comptes Annuels.